



Une courte histoire de la Yougoslavie (6/6)

Par [Dr. Vladislav B. Sotirović](#)

Mondialisation.ca, 14 octobre 2019

[Oriental Review](#) 29 avril 2019

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Histoire et](#)

[Géopolitique](#)

Analyses: [LES BALKANS](#)

La destruction brutale de l'État fédéral de l'ex-Yougoslavie a pris la forme de guerres civiles ou, en d'autres termes, d'une chaîne de conflits violents de 1991 à 1995. Dès le printemps 1992, la RFSY n'existait plus en tant qu'État et les conflits se sont transformés en guerres de succession yougoslave. Les guerres civiles yougoslaves comprennent trois conflits armés étroitement liés :

1. La guerre en Slovénie en 1991.
2. La guerre en Croatie de 1991 à 1995.
3. La guerre en Bosnie-Herzégovine de 1992 à 1995. ¹

En 1990, le potentiel réel d'un conflit armé est devenu assez évident. À l'époque, le pays était déjà touché par la crise économique et financière et confronté à une montée en flèche du nationalisme et des rivalités ethniques entre tous les plus grands groupes nationaux et confessionnels et leurs républiques respectives. D'une part, les causes exactes et précises des guerres civiles qui en ont résulté étaient complexes et profondément enracinées dans l'histoire ; d'autre part, elles étaient caractérisées par des luttes ethniques et confessionnelles interdépendantes qui concernaient la plus grande partie de la population yougoslave, mais surtout les Serbes, les Croates et les Bosniaques. En Bosnie-Herzégovine, le principal conflit opposait les Serbes et les Bosniaques, mais pour compliquer la situation, les combats et les atrocités ont pris le dessus, de même qu'une place entre les Croates et les Bosniaques, suivie d'une série distincte de violences entre groupes bosniaques rivaux. Néanmoins, pour gagner le soutien de l'opinion publique, les dirigeants nationalistes se sont engagés dans une guerre psychologique et dans la propagande selon laquelle la destruction de l'État yougoslave commun était tout à fait nécessaire à la création d'États-nations et, partant de là, à une vie meilleure. ²

Une nouvelle année 1991 a commencé avec la crainte d'une escalade des conflits politiques vers une véritable guerre, puisque le 9 janvier, la présidence collective yougoslave a donné l'ordre de désarmer toutes les formations paramilitaires, mais s'est d'abord adressée à celles de Croatie, en particulier la milice du parti HDZ, le Rassemblement de la Garde nationale (le ZNG). En Bosnie-Herzégovine voisine, une commémoration longue d'un an pour les victimes serbes de la Seconde Guerre mondiale, organisée par l'Église orthodoxe serbe, a commencé en même temps sur le territoire de l'État indépendant de Croatie. Le 25 janvier, la présidence de la RFSY, malgré la frustration de la Serbie et du Monténégro, a pris la décision de ne pas autoriser l'intervention militaire de l'[YPA](#) en Croatie, ce qui était une reconnaissance de fait de la fin de la Yougoslavie. Le même jour, l'Assemblée du peuple de

Macédoine ([Sobranie](#)) a publié la Déclaration de souveraineté et d'indépendance sans aucune réaction de Belgrade.

L'assassinat de la Yougoslavie s'est poursuivi à Zagreb, où le Parlement croate a proclamé le 21 février que la loi croate était supérieure à la législation yougoslave et a adopté en même temps la résolution sur l'ouverture de la procédure de sécession de la Yougoslavie. Cependant, les Serbes croates ont réagi immédiatement lorsque, le 28 février, le Conseil national serbe de la Région autonome serbe de [Krajina](#) a adopté la Déclaration sur la séparation d'avec la Croatie restant dans l'État yougoslave. Le premier exode massif de civils s'est produit le 4 mars lorsque plusieurs milliers de Serbes se sont réfugiés en Serbie depuis le bassin du Danube en Croatie alors qu'ils menaçaient d'être massacrés par le ZNG Croate et d'autres formations paramilitaires qui utilisaient des slogans, insignes et uniformes [Oustashi](#) de la Deuxième Guerre mondiale. ³ Les 12 et 13 mars, la session extraordinaire de la Présidence de la RFSY n'a pas réussi à déclarer l'état d'urgence, suivie de la proclamation de l'indépendance de la Région autonome serbe de Krajina en Croatie le 15 mars. Le lendemain, le Président de la Serbie a annoncé que « *la Yougoslavie est finie* ». Le 31 mars, la police régulière croate a attaqué des villages serbes autour de Plitvice mais a été renvoyée par des unités de défense serbes locales (un policier croate, Josip Jović, et un Serbe, Rajko Vukadinović, ont été tués des deux côtés). Fondamentalement, ce jour-là, la guerre civile en Yougoslavie a commencé d'un point de vue technique. ⁴ Le 2 mai, douze policiers croates ont été tués par les forces de défense territoriale serbes dans le village de Borovo Selo près de Vukovar alors qu'ils tentaient d'occuper le village et de commettre un massacre sur les Serbes locaux.

Le processus final de la sécession de la Croatie de la Yougoslavie a eu lieu le 19 mai lorsque le gouvernement de Tudjman a organisé un référendum en Croatie sur l'indépendance qui a été boycotté par les Serbes. Afin d'essayer formellement de sauver une sorte de Yougoslavie, le président de la Bosnie-Herzégovine Alija Izetbegović et le président macédonien Kiro Gligorov ont proposé une fédération asymétrique (progressive) comme solution à la crise mais il était trop tard pour sauver le pays même après une réunion entre Izetbegović, Tudjman et Milošević à Split le 12 juin. Trois jours plus tard (15 juin), les délégations officielles de Croatie et de Slovénie se sont rencontrées à Ljubljana pour convenir d'une harmonisation mutuelle des prochaines étapes politiques vers une proclamation officielle de l'indépendance et de la sécession du reste de la Yougoslavie. Enfin, les parlements de Slovénie et de Croatie ont proclamé officiellement leur souveraineté et leur indépendance le même jour, le 25 juin, malgré l'avertissement du secrétaire d'État américain James Baker selon lequel Washington s'opposait à l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie ainsi qu'au recours à la force par le gouvernement yougoslave pour préserver la RFSY.



Vukovar, Croatie 1991

La fin du résultat des nationalismes renouvelés parmi les Yougoslaves dans les années 1970 et 1980, propagés d'abord par les dissidents nationalistes (comme Tudjman et Izetbegović) et finalement par les partis politiques nationalistes nouvellement formés, a été la destruction de la Yougoslavie comme patrie commune des Slaves du Sud (sauf les Bulgares) dans les années 1990. Au lieu de cela, des États-nations distincts ont été créés pour chaque groupe ethnique, suivi d'un nettoyage ethnique des autres. Les idéologues nationaux dissidents des années 1970 et 1980, comme leurs prédécesseurs du XIXe siècle, ont dressé des cartes mutuellement incompatibles de leurs États-nations souhaités, car sur ces cartes imaginaires, différents États-nations unis revendiquaient souvent les mêmes territoires. ⁵

En fait, pour réaliser dans la pratique de telles cartes, il était tout à fait nécessaire que les partisans de ces idéologies contestées gagnent le pouvoir politique dans leurs républiques et/ou régions respectives, ce qui s'est exactement produit en 1990 à la suite des élections multipartites dans les six républiques de l'ex-Yougoslavie. Essentiellement, ce qui a commencé comme une lutte idéologique pour un territoire, dans les années 1990, s'est transformé en guerres civiles pour les mêmes territoires. L'objectif principal de ces guerres était d'établir plusieurs États-nations unis sur des terres souvent habitées par un groupe ethnique et confessionnel de peuples mélangés. Mais dans les territoires ethniquement et religieusement surmêlés, la création d'États-nations unifiés par les moyens militaires a inévitablement conduit à l'expulsion ou à l'élimination forcée de ceux qui n'appartenaient pas au groupe national « *propre* » et, par conséquent, dans tous les territoires problématiques où le conflit existait, les membres d'un ou plusieurs groupes ethniques ou confessionnels sont devenus des victimes. Par exemple, en 1991, les civils croates étaient expulsés des territoires contrôlés par les Serbes dans la Croatie de Tudjman, mais en même temps, les civils serbes étaient expulsés de leurs foyers dans toute la Croatie. Au printemps 1992, les forces paramilitaires serbes ont expulsé les civils musulmans bosniaques et herzégoviniens des parties orientales de la république, mais en 1995, les forces combinées des musulmans et des Croates ont forcé les civils serbes à quitter la Bosnie-Herzégovine

occidentale, car ils ont réussi à l'occuper avec le grand soutien du gouvernement américain Clinton. Les détachements paramilitaires croates, avec l'aide de l'armée régulière croate, ont d'abord expulsé les civils serbes d'Herzégovine occidentale en 1992, puis les Bosniaques également (par exemple, le cas infâme du village bosniaque de Ahmići). Cependant, pendant le conflit militaire entre les Croates et les Bosniaques en Bosnie-Herzégovine centrale en 1993-1994, de nombreux Croates locaux ont été expulsés de leurs foyers. Les Croates, eux aussi, se sont retournés contre les Bosniaques de Bosnie-Herzégovine, s'emparant de vastes zones autour de Mostar - une ville qui a subi des mois de bombardements d'artillerie lourde par les forces croates ⁶ qui ont commencé le 9 mai 1993 une attaque générale contre la partie Est musulmane de Mostar, détruisant systématiquement cette partie de la ville. Ils expulsèrent les Bosniaques de Mostar Ouest qui était sous contrôle croate ou les déportèrent vers les camps de concentration ([Heliodrom](#) près de Mostar, Dretelj, Gabela, Ljubuški) où ils furent affamés, torturés et tués. Le pont du milieu du XVIe siècle à Mostar sur la rivière Neretva a été détruit par les forces croates le 9 mai 1993.

La destruction finale de la Yougoslavie a commencé le 25 juin 1991, au moment de l'effondrement général des régimes communistes en Europe centrale et orientale et en Europe du Sud-Est, lorsque la Slovénie et la Croatie ont déclaré leur indépendance de la fédération yougoslave pour être reconnues par la communauté internationale. La même chose s'est produite en Macédoine en septembre 1991, suivie par la Bosnie-Herzégovine en octobre de la même année. Toutefois, la Serbie et le Monténégro ont continué de s'identifier comme faisant partie de la Yougoslavie (raccourcie) et ont créé une nouvelle fédération en avril 1992 (jusqu'en 2006). Ensemble, leur territoire et leur population représentaient environ 40 % de l'ex-Titoslavie. ⁷

La guerre civile et la violence qui ont suivi la propagande politique et les campagnes électorales des nouveaux partis politiques nationaux et nationalistes en Yougoslavie étaient tout à fait prévisibles au regard des idéologies nationales préconisées par ces partis et leurs dirigeants. Quiconque s'opposait à de telles idéologies devenait un ennemi étranger ou/et un instrument politique d'un tel ennemi réel ou imaginaire. Mais la question centrale est devenue l'idée que l'utilisation d'une force, légale ou non, n'avait pas d'importance, contre des ennemis étrangers et que leur « *cinquième colonne intérieure* » était non seulement légitime et justifiée, mais aussi nécessaire. Par la suite, les dirigeants politiques post-électorales en Yougoslavie ont lutté contre tous ceux qu'ils ont qualifiés d'ennemis étrangers et leurs collaborateurs nationaux. Par exemple, le nouveau Gouvernement croate (avec l'ancienne idéologie et l'iconographie [oustashi](#) de la Seconde Guerre mondiale) et ses détachements de sécurité et paramilitaires (souvent vêtus d'uniformes oustashi ou portant des insignes oustashi) sont devenus l'ennemi étranger des dirigeants politiques régionaux serbes de Krajina, alors que, parallèlement, les dirigeants serbes de Krajina et leurs milices étaient pour le Gouvernement croate des instruments du gouvernement étranger à Belgrade. Après le 25 juin 1991, les formations de l'[YPA](#) en Slovénie et en Croatie ont été officiellement déclarées par Ljubljana et Zagreb comme force d'occupation étrangère, ce qui s'est également produit l'année suivante pour le gouvernement musulman de Bosnie-Herzégovine. ⁸

Les 1er et 2 mars 1992, lors d'un référendum boycotté par les Serbes de Bosnie-Herzégovine, plus de 60 % des citoyens de Bosnie-Herzégovine ont voté pour l'indépendance - concrètement les Croates et les Bosniaques (alors officiellement appelés

les musulmans) et, par conséquent, a donné une légitimité formelle au mouvement politique lorsque les Croates de Bosnie-Herzégovine et les représentants bosniaques au Parlement de Sarajevo ont proclamé l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine dès le 15 octobre 1991 et, en conséquence, ont rompu l'accord politique précédent avec les Serbes. Cependant, la proclamation de l'indépendance a eu lieu après les résultats du référendum, suivis de sa reconnaissance par la Communauté européenne (aujourd'hui l'Union européenne) le 6 avril 1992⁹, forçant ainsi les Serbes de Bosnie-Herzégovine à se rebeller le même jour dans le but de séparer leur propre territoire ethnographique, ce qu'ils ont fait formellement par leur propre déclaration politique dans la nuit du 5 et 6 avril 1992 sous le nom de République serbe de Bosnie-Herzégovine (capitale à Sarajevo) mais bientôt (le 12 août 1992) rebaptisée [République de Srpska](#) qui n'a été reconnue par personne dans le monde, y compris par la RFY.

Le territoire de la République de Srpska (capitale à Pale, près de Sarajevo) a finalement été composé jusqu'en décembre 1992 par près de 70 % de la Bosnie-Herzégovine, principalement en raison de la supériorité militaire écrasante des Serbes de Bosnie-Herzégovine, fondée sur le soutien total de la Serbie voisine. Cependant, les Croates de Bosnie-Herzégovine ont rapidement suivi l'exemple serbe, rejetant l'autorité du gouvernement central de Bosnie-Herzégovine et déclarant leur propre [République d'Herzeg-Bosnie](#) (capitale à Mostar en Herzégovine occidentale) le 5 juillet 1992, avec le plein soutien de la Croatie voisine. Pour les Croates, la République d'Herzeg-Bosnie n'était rien d'autre que la « *Croatie du Sud* »¹⁰. En outre, les musulmans (Bosniaques) de Bosnie occidentale (Cazinska Krajina) ont d'abord proclamé leur propre région autonome ([Province autonome de Bosnie occidentale](#)) et, le 26 juillet 1994, une République indépendante de Bosnie occidentale (capitale à Velika Kladuša) qui à l'époque ne dépendait pas vraiment du gouvernement central à Sarajevo. Le conflit en Bosnie-Herzégovine, peu après que les pays occidentaux eurent reconnu sa souveraineté officielle, s'est transformé en une guerre civile interethnique sanglante pour les territoires, dans laquelle des civils de toutes ethnies ont été victimes de crimes sans précédent depuis la Deuxième Guerre mondiale en Europe¹¹.

Les guerres civiles yougoslaves des années 1990 se sont terminées en plusieurs étapes et de différentes manières, allant de pressions et interventions militaires à la diplomatie et aux négociations. Néanmoins, ce qu'elles partagent en commun, ce sont deux points de leurs résultats ultimes :

1. Reconnaissance internationale des États nouvellement proclamés indépendants et souverains au lieu d'une Yougoslavie unique.
2. Perturbation économique massive de tous les États successeurs qui, dans les cas de la Bosnie-Herzégovine et de la Serbie, a entraîné des échecs significatifs de ces États.

En tant que jour solennel de la fin d'une « *grande* » Yougoslavie, on peut considérer que c'est le 27 avril 1992 que la République fédérale de Yougoslavie (la RFY) a été proclamée à Belgrade à sa place. Cette Yougoslavie « *raccourcie* » n'était composée que de deux ex-républiques yougoslaves : Monténégro et Serbie (avec Kosovo-Métochie et Vojvodine). Le processus de destruction militaire de l'ex-Yougoslavie a officiellement pris fin avec la signature des [Accords de Dayton](#) sur la Bosnie-Herzégovine le 21 novembre 1995. En octobre 1995, un accord de cessez-le-feu a été conclu en Bosnie-Herzégovine sous la pression des États-Unis, et les dirigeants des trois nations en conflit ont accepté de

participer à une conférence de paix à Dayton (Ohio, États-Unis) en novembre. L'accord portait sur les frontières des entités ethnopolitiques, les procédures électorales, les instruments de protection des droits de l'homme et le retour des réfugiés et des personnes déplacées. Deux entités ethnopolitiques (la Fédération bosno-croate et la République de Srpska) au sein de la Bosnie-Herzégovine fonctionneraient comme un État en disposant d'institutions conjointes composées d'un Parlement bicaméral, d'une présidence de trois membres, d'un Conseil des ministres, d'une Cour constitutionnelle et d'une Banque centrale. ¹²



Signature de l'Accord de Dayton, le 21 novembre 1995. Milosevic président de la Serbie, Tudjman président de la Croatie, Izetbegovic président de la Bosnie.

Les conflits yougoslaves des années 1990 sont généralement considérés en occident comme la violence et les guerres les plus meurtrières en Europe depuis 1945 en raison de la gravité et de l'intensité de la lutte suivie d'un nettoyage ethnique brutal, de crimes de guerre et d'éléments de génocide.

Ces conflits ont certainement été les premiers depuis la Seconde Guerre mondiale à être officiellement qualifiés de génocidaires par la partie occidentale de la communauté internationale qui, soit dit en passant, a alimenté ces conflits jusqu'à leur fin, surtout l'Allemagne et les États-Unis. Néanmoins, la destruction sanglante de l'ex-Yougoslavie a suscité un plus grand intérêt pour le phénomène du « *choc des civilisations* » promu par Samuel P. Huntington¹³, qui préconisait l'idée que les Yougoslaves étaient sur « *la ligne de faille de trois civilisations - les Serbes, les Croates et les Bosniaques musulmans* »¹⁴, à savoir, le Christianisme de l'Orient, le Catholicisme et l'Islam Oriental. Enfin, le cas de l'ex-Yougoslavie a confirmé l'idée que les lignes de fracture entre les civilisations en conflit sont, en fait, les lignes de bataille du Nouvel Ordre de l'après-guerre froide.

Vladislav B. Sotirović

Article original en anglais : [A Short History of Yugoslavia \(VI\)](#), Oriental Review, le 24 avril 2019

[Article précédent](#)



[Une courte histoire de la Yougoslavie \(1/6\)](#)



[Une courte histoire de la Yougoslavie: Partitionnement de la Yougoslavie pendant la Seconde Guerre mondiale \(1941-1945\)](#)



[Une courte histoire de la Yougoslavie. Titoslavie: Les questions nationales et les frontières inter-républicaines](#)



[Une courte histoire de la Yougoslavie \(4/6\)](#)



[Une courte histoire de la Yougoslavie \(5/6\)](#)



[Une courte histoire de la Yougoslavie \(6/6\)](#)

Traduit par Fabio, relu par Wayan pour [le Saker Francophone](#)

Notes

1. Jeffrey Haynes et al., *World Politics*, New York: Routledge Taylor & Francis Group, 2011, 587. [↵](#)
2. Susan L. Woodward, *Balkan Tragedy: Chaos and Dissolution after the Cold War*, Washington, D. C.: The Brookings Institution, 1995, 228. [↵](#)
3. Selon les revendications serbes, il y avait déjà jusqu'à 40 000 réfugiés serbes de Croatie en Serbie avant la déclaration d'indépendance de la Croatie le 25 juin 1991. [↵](#)
4. Вељко Ђурић Машина (уредник), *Република Српска Крајина десет година послје*, Београд: Добра воља, 2005, 21. [↵](#)
5. A propos de cette question, voir dans Vladislav B. Sotirović, "*Emigration, Refugees and Ethnic Cleansing in Yugoslavia 1991-2001 in the Context of Transforming Ethnographical Borders into National-State Borders*", Dalia Kuiziniene (ed.), *Beginnings and Ends of Emigration: Life without Borders in Contemporary World*, A collection of scholarly essays, Kaunas: Versus Aureus, 2005, 85-108. [↵](#)
6. Richard W. Mansbach, Kirsten L. Taylor, *Introduction to Global Politics*, Second Edition, London-New York: Routledge Taylor & Francis Group, 2012, 443 [↵](#)
7. Richard Frucht (ed.), *Encyclopedia of Eastern Europe from the Congress of Vienna to the Fall of Communism*, New York-London: Garland Publishing, Inc., 2000, 871 [↵](#)
8. Aleksandar Pavković, "*National Liberations in Former Yugoslavia: When Will They End?*", *East European Quarterly*, XXXVI, № 2, 2002, 241 [↵](#)
9. Branka Magaš, Ivo Žanić (eds.), *The War in Croatia and Bosnia-Herzegovina 1991-1995*, London-Portland, OR: Frank Cass, 2001, 361 [↵](#)
10. Jelena Guskova, *Istorija jugoslovenske krize 1990-2000*, I, Beograd: IGAM, 2003, 368-370 [↵](#)
11. Andrew Heywood, *Global Politics*, New York: Palgrave Macmillan, 2011, 178 [↵](#)
12. Branka Magaš, Ivo Žanić (eds.), *The War in Croatia and Bosnia-Herzegovina 1991-1995*, London-Portland, OR: Frank Cass, 2001, 376 [↵](#)
13. Harvard University's political scientist Samuel P. Huntington published in 1993 an article in the journal *Foreign Affairs* entitled "*The Clash of Civilizations?*" See also Samuel P. Huntington, *The Clash of Civilizations: Remaking of World Order*, New York: Simon & Schuster, 1996 [↵](#)
14. Richard W. Mansbach, Kirsten L. Taylor, *Introduction to Global Politics*, Second Edition, London-New York: Routledge Taylor & Francis Group, 2012, 445 [↵](#)

La source originale de cet article est [Oriental Review](#)

Copyright © [Dr. Vladislav B. Sotirović](#), [Oriental Review](#), 2019

Articles Par : [Dr. Vladislav B. Sotirović](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca